

ARRETE N°157/R/23
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
 (1/2)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GRABELS,

VU le Code des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code Pénal,

VU l'arrêté n° 23-AV-3068 permission de Voirie de la Métropole,

VU la demande par laquelle la société Concept Service Maintenance, 10 avenue du Général de Gaulle Fabrègues (34690) sollicite l'autorisation de réaliser pour le compte de la CESML allée des écoreuils 34982 St Gely du Fesc, des travaux de branchement réseau électrique rue du Calvaire à Grabels, à partir du mercredi 13 septembre 2023 pour une durée de 15 jours.

CONSIDERANT la nécessité de sécuriser les lieux et de prévenir tous risques d'accidents, pour assurer la sécurité des ouvriers et des riverains

ARRETE

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire est autorisé à effectuer les travaux prévus et cités ci-dessus à partir du mercredi 13 septembre 2023, rue du Calvaire à Grabels pour une durée de 15 jours.

ARTICLE 2 : Dispositions à prendre avant les travaux :

- Route placée en circulation alternée manuellement au vu de l'empiètement sur la chaussée
- Stationnement interdit de tous véhicules au droit du chantier, sauf engin de chantier,
- Le pétitionnaire devra avertir les riverains, et leur accès devra rester possible.
- Vitesse limitée à 30 km/heure,
- Dépassements interdits

ARTICLE 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : Les panneaux de signalisation de chantier conforme aux normes en vigueur et nécessaires à l'application des présentes dispositions seront installés et maintenus en place pendant toute la durée du chantier par le pétitionnaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire est responsable de tout accident ou dommage qui pourrait résulter de l'occupation du domaine public.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour assurer la propreté de la voirie aux abords de son chantier et en fonction du degré de salissure, procéder au nettoyage par balayage manuel ou par le passage d'une balayeuse arroseuse.

Signature

Cachet

ARRETE N°157/R/23
(2/2)

ARTICLE 7 : La police municipale aura toutes opportunités et veillera à l'application du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Signalisation du chantier :

Le chantier sera signalisé conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 22 octobre 1983 sur la signalisation routière complétée par la circulaire MEL n°68.803 sur la signalisation des chantiers routiers.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera transmis pour exécution :

- Au pétitionnaire,
- Au Responsable du Pôle Piémonts-Garrigues de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Au Directeur des Services Techniques Municipaux,
- Au Chef de poste du service de Police Municipale,
- A Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de St Gély du Fesc.

Fait à Grabels, le vendredi 01 septembre 2023.

Le Maire,
René Revol

The image shows a blue circular official stamp of the Municipality of Grabels. The stamp contains the text 'MAIRIE DE GRABELS' at the top and '34130' at the bottom. In the center of the stamp is a coat of arms. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'René Revol'. To the right of the stamp, there are two long, parallel diagonal lines drawn in black ink.

Acte rendu exécutoire :

Publication ou notification le :

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte. Il informe que la présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, ce dernier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr . Il peut être introduit un recours gracieux auprès du maire de la commune de Grabels pendant le délai de recours contentieux. Le silence gardé pendant celui-ci équivaut à une décision implicite de rejet susceptible elle-même d'un recours contentieux dans les délais précités (article R421-1 et 421-2 du code de la justice administrative). La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs.

Signature Cachet